

Un grain d'insolence

Le féminisme a-t-il perdu sa capacité de provocation en se bornant à piétiner quelques sentiers battus ?

par Diane Lamoureux

Que penser d'un mouvement né dans l'insolence et qui se trouve désormais dans la nécessité de défendre l'organisation étatique – le Conseil du statut de la femme – créée pour encadrer ses activités ?

Il en a fallu de l'insolence à nos ancêtres suffragettes pour revendiquer le droit de vote en occupant la rue, s'enchaîner aux grilles du Parlement ou faire la grève de la faim. Il en a fallu de l'insolence à ces ouvrières pour refuser d'être exploitées. À ces *Mujeres libres* espagnoles pour se battre les armes à la main contre Franco et pour l'autogestion. Aux 343 « salopes » françaises pour exiger la liberté d'avortement. Et la liste pourrait s'allonger.

Le féminisme est né aussi dans la transgression. Transgression de la stricte division des rôles masculins et féminins. Transgression des espaces licites et illicites; qu'est-ce qui leur prenait donc de vouloir étudier, travailler, voyager, au lieu de rester dans leurs cuisines? Transgression enfin de cette « nature » qu'on a aussi appelée « condition ».

En cherchant une autre place pour les femmes que celle de servante, de subordonnée, bref de « deuxième sexe », les féministes bouleversaient l'ordre social et demandaient un nouveau partage. Pas étonnant que cela ait fait des vagues! Le problème, ce ne sont pas les vagues, mais le ressac qui s'ensuit. Après l'obtention du droit de vote, longue accalmie. Peu osaient se

présenter et encore moins étaient élues; subsistaient donc quelques havres masculins comme les tavernes et le Parlement.

La situation est-elle la même aujourd'hui après avoir, grâce à nos luttes, plus ou moins obtenu la liberté d'avortement, l'égalité juridique pour les femmes mariées, l'accès aux métiers non traditionnels, l'équité salariale, une éducation commune aux jeunes des deux sexes? Espérons que non! Or, à quoi s'occupent surtout les groupes de femmes actuels? Essentiellement à la défense des acquis.

Certes, cela s'impose, surtout avec nos gouvernements actuels, et il serait irréaliste – et, partant, dangereux politiquement – de ne pas en tenir compte. Quand un nombre croissant de femmes sont précipitées dans la pauvreté, subissent la violence domestique, vivent les conséquences des guerres un peu partout sur la planète, il est normal de s'indigner.

Cependant, on a parfois l'impression que le mouvement des femmes fait du surplace et creuse les mêmes sillons depuis les années 1970. Dans son premier numéro, *La Vie en rose* déplorait qu'après des siècles d'assignation féminine au domestique et à la maternité, les féministes se cantonnent dans certaines « spécialités » comme l'avortement ou les femmes battues. La situation a-t-elle changé, 25 ans plus tard, alors que le terrain concédé aux féministes est celui de la violence et de la pauvreté?

Ce qui fait la force et la radicalité du féminisme, et lui permet de

construire un mouvement commun malgré la diversité de situations des femmes, c'est justement sa capacité de se déplacer, de trouver des enjeux là où on ne l'attend pas. Vrai, nous n'avons pas tout gagné dans les domaines que nous savons être des lieux d'oppression. Mais le féminisme a tout à perdre à s'y cantonner.

Et les nouveaux enjeux ne manquent pas. Qu'attendons-nous pour demander de véritables régimes de pension publics plutôt que les minima sociaux de la RRQ? Quand nous mobiliserons-nous contre les lois de l'immigration et pour l'attribution du statut de réfugiées aux ressortissantes de pays qui autorisent les traitements dégradants envers les femmes? Quand dirons-nous qu'une véritable conciliation travail-famille demande une réduction importante de la semaine de travail?

Défendre les acquis, certes, mais aussi étendre le combat. Ne pas avoir peur de choquer et d'investir des terrains moins familiers. Demander ce qui aujourd'hui semble impossible, pour frayer la voie à quelques possibles.

DIANE LAMOUREUX est professeure de science politique à l'Université Laval et auteure de plusieurs ouvrages, dont *L'amère patrie* (2001) et *Citoyennes? Femmes, droit de vote et démocratie* (1989), aux Éditions du remue-ménage.

